

---

**Francia. Forschungen zur westeuropäischen Geschichte**  
Herausgegeben vom Deutschen Historischen Institut Paris  
(Institut historique allemand)  
Band 18/3 (1991)

DOI: 10.11588/fr.1991.3.57000

---

Rechtshinweis

Bitte beachten Sie, dass das Digitalisat urheberrechtlich geschützt ist. Erlaubt ist aber das Lesen, das Ausdrucken des Textes, das Herunterladen, das Speichern der Daten auf einem eigenen Datenträger soweit die vorgenannten Handlungen ausschließlich zu privaten und nicht-kommerziellen Zwecken erfolgen. Eine darüber hinausgehende unerlaubte Verwendung, Reproduktion oder Weitergabe einzelner Inhalte oder Bilder können sowohl zivil- als auch strafrechtlich verfolgt werden.

n'hésitent pas à lutter contre la résurgence du paganisme, qu'elles interviendront contre la mise à mort des malades non-juifs, jugés incurables mais se taisent quand il s'agit de persécutions des Juifs – même de Juifs convertis. Attitude également adoptée par les milieux de l'Eglise confessante à propos desquels le théologien Dietrich Bonhoeffer, assassiné en 1944 pour son opposition au nazisme, écrit déjà en avril 1933, qu'«ils ont complètement perdu leur tête et leur Bible». A de rares exceptions près, cette attitude ne changea pas ultérieurement. La passivité devant l'exclusion systématique crée les conditions de la déportation: la mort sociale précède la mort physique.

On lira avec un intérêt particulier les six derniers chapitres sur la perception du génocide des Juifs dans les milieux protestants de 1943 à nos jours. Sans rappeler qu'il aura fallu près de quarante ans pour que les historiens allemands découvrent le caractère foncièrement discriminatoire des «propositions pour une solution de la question juive» du Cercle de Fribourg, W. Jochmann critique les opposants conservateurs à Hitler, qui envisageaient encore en 1943/44 de fermer les frontières «à un retour des Juifs» et recommandaient la signature d'une convention internationale sur leurs droits et leurs devoirs, avec un statut d'étrangers dans tous les pays d'accueil. Ces préjugés persistent, comme le montre W. Jochmann après la défaite du III<sup>e</sup> Reich dans une Eglise où les conservateurs occupent les postes clefs. Pressés de rétablir le retour à la normale, ces derniers rejettent la responsabilité du passé récent sur les criminels nazis sans soulever la question de savoir comment ce régime avait pu fonctionner et mener la guerre avec un peuple baptisé à 90 % et n'hésitent pas à qualifier de «manque de tact» l'invitation, par le pasteur Niemöller et le Conseil fraternel de Francfort, du théologien calviniste suisse Karl Barth, de même que la venue de ce dernier qui fut pourtant le principal inspirateur du Synode de Barmen, l'un des sommets du «Kirchenkampf».

Tout en reconnaissant les progrès réalisés depuis cette époque, W. Jochmann met en garde contre une surestimation du dialogue judéo-chrétien. Notamment à cause des liens renoués par les Eglises avec la Realpolitik de l'Etat. En affirmant avec fermeté, à propos de ce qu'on a appelé le «débat des historiens», que les Allemands doivent assumer toute leur histoire sans chercher à en exclure ou relativiser certains épisodes, W. Jochmann conclut que toute dérive de ce type «endiguerait une orientation démocratique nouvelle qui est désormais notre tâche permanente».

Ouvrage d'un historien respecté pour sa probité intellectuelle, assorti de notes abondantes – mais on regrette l'absence d'un index – ce livre est aussi la réflexion d'un moraliste; peut-être un peu trop pessimiste au regard de l'action éducative engagée depuis les années cinquante, notamment par les milieux protestants éclairés auxquels il appartient. L'avenir seul dira, il est vrai, si ces efforts ont porté leurs fruits au sein d'un peuple à nouveau uni et pleinement maître de son destin.

Rita THALMANN, Paris

Holger RÜDEL, Landarbeiter und Sozialdemokratie in Ostholstein 1872–1878. Erfolge und Niederlagen der sozialistischen Arbeiterbewegung in einem großagrarischem Wahlkreis zwischen Reichsgründung und Sozialistengesetz, Neumünster (Wachholtz) 1986, 581 p. (Studien zur Wirtschafts- und Sozialgeschichte Schleswig-Holsteins, 9).

C'est parce que la social-démocratie a connu dans l'Est du Holstein (Wahlkreis 9) une progression précoce et spectaculaire, mais aussi un déclin accéléré – les dates de 1872 et 1878 marquent le début et la fin provisoire du mouvement ouvrier organisé dans cette région – que H. Rüdel, après avoir envisagé de prendre comme domaine d'investigation l'ensemble du Schleswig-Holstein pendant la période 1871–1890, a préféré concentrer son attention sur ce territoire où domine la grande propriété terrienne et où les ouvriers agricoles sont particulière-

ment nombreux. Entre les élections au Reichstag de 1871 et 1874, les sociaux-démocrates y sont passés de 0,8 % à 53,2 % des voix, avant de retomber à 29,7 % aux élections de 1877.

L'ouvrage de H. Rüdél présente l'originalité de mettre en évidence les efforts déployés par la social-démocratie pour conquérir le prolétariat rural dès le début des années 1870, période souvent négligée par la majorité des études qui mettent généralement l'accent sur les années 1890-1914, où la propagande socialiste dans les régions agricoles a été la plus active. H. Rüdél s'applique à démontrer que le formidable essor de la social-démocratie n'est pas le fruit du hasard, mais qu'il est issu de la conjonction de plusieurs causes. La plus profonde et la plus décisive est sans nul doute liée à la structure socio-économique de cette région, caractérisée par deux groupes principaux, celui très important par le nombre des ouvriers agricoles et celui très réduit numériquement, mais très influent des propriétaires de grands domaines, auxquels des privilèges hérités de l'époque féodale ont conféré un pouvoir considérable. Les ouvriers agricoles ne constituent pas une classe homogène: on peut y distinguer deux catégories principales: les ouvriers liés par contrat et les ouvriers libres, plus indépendants, plus mobiles, mais dont la situation matérielle est aussi plus précaire.

Le groupe le plus caractéristique de l'agriculture de l'Est du Holstein est celui des »Insten«, ouvriers agricoles habitant sur les domaines et dotés d'un statut ambivalent, car ils sont à la fois salariés et petits producteurs, grâce aux parcelles qu'ils louent au propriétaire du domaine. Or, depuis que le principe du contrat s'est substitué au servage, aboli dans les duchés en 1805, il existe un sujet de conflit latent entre les »Insten« et les propriétaires de domaines: ces derniers ont en effet réussi à imposer des baux à durée limitée (»Zeitpacht«) qui ont fait perdre aux ouvriers agricoles une grande partie de leurs espoirs d'accession à la propriété. Ces espoirs s'envolent définitivement avec l'adoption en 1871 par le parlement provincial d'une loi qui, à la différence de celle qui est en vigueur dans les anciennes provinces prussiennes, ne prévoit plus la possibilité de transformation des baux à durée limitée en propriété.

Maintenus dans un état de dépendance économique, contraints à l'obéissance et à la docilité à l'égard des grands propriétaires sous peine de se voir privés des perspectives très limitées d'ascension sociale contenues dans leur statut et des quelques prestations en nature qui subsistent encore des actions menées dans le cadre de la Révolution de 1848, les »Insten« de l'Est du Holstein connaissent des conditions de vie et de travail très dures, dont H. Rüdél fait un tableau très précis et très convaincant. Il souligne par ailleurs que les salaires des ouvriers agricoles de cette région sont globalement inférieurs à ceux des ouvriers agricoles du reste du Schleswig-Holstein et qu'ils se situent en bas de l'échelle des salaires de l'agriculture allemande.

Devant l'échec des formes traditionnelles de protestation (doléances, requêtes), les ouvriers agricoles s'orientent dans la deuxième moitié du XIX<sup>e</sup> siècle vers des formes de lutte plus modernes et des revendications qui s'inspirent davantage, tout au moins ponctuellement, de l'idéologie socialiste. Ce changement d'orientation va se manifester par un comportement électoral favorable à la social-démocratie. Et pourtant, leur faible niveau d'éducation n'incite pas les ouvriers agricoles à se rallier aux thèses social-démocrates. Un facteur joue cependant en faveur de la social-démocratie: la mobilité régionale des ouvriers agricoles. Découragés par des conditions de vie et de travail déplorables, beaucoup d'entre eux quittent la campagne pour la ville où ils entrent en contact avec les idées social-démocrates. Puis, lors de la crise économique qui débute en 1873, certains regagnent les campagnes. H. Rüdél souligne le rôle important qu'ils joueront souvent dans le développement de l'Union Générale Allemande des Travailleurs (Allgemeiner Deutscher Arbeiterverein) sur le plan local. La mobilité saisonnière produit des effets similaires.

H. Rüdél mentionne également parmi les causes profondes du succès de la social-démocratie la persistance dans la population d'une antipathie à l'égard de la Prusse, résultat de l'annexion par ce pays des duchés en 1867. Les mesures de répression des autorités provinciales, visant à »pacifier« les duchés annexés, en particulier l'interprétation très restrictive et l'application

sévère dans le Schleswig-Holstein de la loi sur les associations («Vereinsgesetz»), renforcent encore cette antipathie que l'ADAV saura exploiter. L'auteur semble avoir hésité quant à l'importance à accorder à ce facteur: dans l'Est du Holstein, il joue selon lui un rôle moins décisif que dans les régions où les sentiments anti-prussiens sont plus violents (Dithmarschen, par exemple). Quelques mois après les élections de 1871, l'ADAV, constatant que les zones rurales restent fermées à la social-démocratie, décide pour des raisons de stratégie électorale de pratiquer une politique de propagande systématique dans le Schleswig-Holstein, grâce à un grand nombre d'agitateurs formés spécialement pour cette tâche. H. Rüdél met en évidence l'influence des puissantes organisations de l'ADAV à Hambourg et Altona sur l'évolution organisationnelle et idéologique de la social-démocratie dans le Schleswig-Holstein. Une des caractéristiques de cette propagande, dans laquelle on retrouve la marque de Lassalle, est le primat du combat politique sur le combat économique: l'ADAV, qui cherche plus à élargir sa base électorale qu'à tisser des liens solides avec les ouvriers agricoles, prend très peu en compte leurs conditions de vie. Il peut paraître étonnant dans ces conditions que les sociaux-démocrates aient pu connaître un tel succès: H. Rüdél attribue ce succès à l'habileté avec laquelle le parti a su faire apparaître le scrutin de 1874 comme un scrutin «fatidique», dont dépendrait l'avenir des ouvriers agricoles. Mais l'auteur montre aussi les dangers de cette stratégie qui recèle les germes de l'échec futur de l'ADAV: Devant le peu de résultats obtenus par les députés de l'ADAV et l'absence d'amélioration rapide de leurs conditions de vie, les ouvriers agricoles, déçus, se détourneront de la social-démocratie.

Face aux succès de la campagne électorale de l'ADAV dans l'Est du Holstein, le camp antisocialiste, divisé, ne parvient pas à se mobiliser. Les désaccords entre les partis «nationaux» – conservateurs, nationaux-libéraux, et même les libéraux de gauche («Fortschrittspartei») pour qui, dans le Schleswig-Holstein, l'opposition à la social-démocratie est plus importante que l'opposition au conservatisme – vont laisser la voie libre au candidat social-démocrate, Reimer. Le «Fortschrittspartei» tente bien de conclure une alliance avec les nationaux-libéraux, espérant que les grands propriétaires terriens, en dépit de leur antipathie contre le libéralisme, feront en sorte d'assurer le succès de son candidat, Seelig. Mais ceux-ci refuseront dans leur grande majorité de voter pour lui et prôneront l'abstention. Ils portent donc, selon H. Rüdél, une grande responsabilité dans l'échec du camp antisocialiste. L'auteur envisage deux explications possibles à leur attitude: ils en ont peut-être sous-estimé les conséquences, mais peut-être aussi – hypothèse plus machiavélique, mais non moins vraisemblable – en ont-ils d'avance accepté les conséquences, afin d'avoir, avec la victoire du candidat social-démocrate, un argument de poids pour faire adopter des mesures répressives contre la social-démocratie. L'ADAV connaît dans le Schleswig-Holstein un des plus grands succès électoraux de son histoire (32,8 % des voix), mais ce succès est particulièrement éclatant dans le Wahlkreis 9 (53,2 %).

Les mesures adoptées depuis le début des années 1870 pour endiguer le mouvement ouvrier dans les campagnes (utilisation de la «Vereinsgesetz» et dissolution des cellules locales de l'ADAV en 1870) s'étant révélées insuffisantes, le gouvernement de Schleswig organise après 1874 une contre-offensive de grande envergure: en complément des mesures traditionnelles de répression, il met sur pied une contre-agitation orchestrée par les «Landräte», qui reçoivent pour mission de coordonner les actions destinées à entraver la propagande social-démocrate et de susciter la fusion des forces antisocialistes. Les nombreux exemples donnés par H. Rüdél permettent de se faire une idée précise de l'éventail des actions contre les socialistes: il peut s'agir d'empêcher la tenue de réunions socialistes en exerçant des pressions massives sur ceux qui seraient tentés de mettre des locaux à leur disposition ou bien de décourager les ouvriers agricoles de se rendre aux réunions social-démocrates en annonçant de fausses réunions. La contre-offensive se situe parfois aussi sur le plan idéologique: ainsi, le gouvernement de Schleswig recommande la lecture d'une brochure d'un enseignant de Fehmarn, adversaire acharné de la social-démocratie, que les grands propriétaires terriens achètent et font distribuer

gratuitement dans leurs domaines. Les autorités régionales reçoivent en effet leur soutien actif dans la lutte contre la social-démocratie. Ils ont à leur disposition des instruments de répression de premier ordre: ils résilient les contrats des ouvriers agricoles soupçonnés d'être des agents de la social-démocratie ou leur suppriment les prestations en nature.

La contre-offensive des autorités et des grands propriétaires terriens se révèle efficace: elle ébranle la confiance des ouvriers agricoles en une victoire rapide du socialisme, elle fait s'envoler leurs espoirs d'amélioration de leur situation. C'est pourquoi, bien qu'ils restent par principe favorables à la social-démocratie, les ouvriers agricoles vont s'en détourner. Face à cette désaffection croissante, les sociaux-démocrates, bien qu'ils reconnaissent dans une certaine limite les erreurs commises dans l'Est du Holstein, se montrent incapables d'effectuer une véritable remise en cause de leur politique: ils essaient, certes, à partir de 1875 de promouvoir le mouvement syndical dans le Schleswig-Holstein, mais il est déjà trop tard.

Aux élections de 1877, la social-démocratie recule dans l'ensemble du Schleswig-Holstein, mais son échec est dans le Wahlkreis 9 tout aussi spectaculaire que l'avait été son succès en 1874: elle obtient moins de 30 % des voix et perd le mandat de député. Après cette élection, la désagrégation du mouvement s'accélère encore dans l'Est du Holstein. En 1878 enfin, les attentats contre l'Empereur, perpétrés par des non-socialistes, fournissent le prétexte d'une campagne antisocialiste d'une ampleur sans précédent, qui utilise d'abord le droit existant avant de recevoir, avec la loi d'exception du 21 octobre 1878, l'instrument juridique indispensable à l'anéantissement du mouvement ouvrier organisé.

Au-delà de la contribution qu'il apporte à l'analyse de l'histoire sociale et électorale de l'Est du Holstein, l'ouvrage de H. Rüdell permet, à travers l'étude d'un cas régional, de comprendre les méthodes, les perspectives de succès, mais aussi les limites et les erreurs de la propagande socialiste, ainsi que d'analyser les stratégies mises en œuvre par les forces antisocialistes pour soustraire les ouvriers agricoles à l'influence des sociaux-démocrates. En effet, si l'évolution de la social-démocratie est particulièrement spectaculaire dans l'Est du Holstein, elle est globalement parallèle à celle qu'a connue le mouvement ouvrier dans le reste du Schleswig-Holstein ou dans d'autres régions d'Allemagne.

Michelle LE BARS, Rennes

Claude ALTERMATT, *Les débuts de la diplomatie professionnelle en Suisse (1848–1914)*, Fribourg (Editions Universitaires) 1990, XIII–326 S. (Etudes et Recherches d'Histoire contemporaine, 11).

Angesichts der Veröffentlichung der »Diplomatischen Dokumente der Schweiz 1848–1945« ist es zu begrüßen, daß nun auch eine fundierte Studie zur Entstehung des schweizerischen diplomatischen Dienstes vorliegt. Seinen schwierigen Aufbau erhellt auf einer breiten Quellen- und Literaturgrundlage die bei Roland Ruffieux entstandene Dissertation.

Die schweizerische Bundesregierung begnügte sich ab 1848 noch jahrelang mit nur zwei ständigen Vertretern, in Paris und in Wien, die anfänglich den Rang »interimistischer Geschäftsträger« hatten. 1857 wurde dann Johann Konrad Kern, einer der Väter der Bundesverfassung und früherer Nationalratspräsident, als bevollmächtigter Minister in Paris akkreditiert. Die für die Schweiz so erfolgreiche Lösung des Neuenburger Konfliktes machte deutlich, wie nützlich die Mitwirkung eines Berufsdiplomaten sein konnte. Die für die Schweiz negativen Folgen des sog. Savoyenhandels führten 1860 zur Errichtung einer diplomatischen Vertretung in Turin, der 1867 eine ebensolche in Berlin folgte. Damit war die Schweiz in den vier sie umgebenden Staaten diplomatisch präsent. Personelle, materielle und rechtliche Unzulänglichkeiten des Konsularwesens sowie Beschwerden der Auslandsschweizer führten zur Errichtung weiterer Gesandtschaften: 1881 in den USA, 1891 in Argentinien